

L'Europe puissance : vieux serpent de mer ou nouvelle exigence ?

Le serpent de mer de l'Europe puissance est de retour. Pour les uns, l'Europe apparaît comme définitivement déclassée, déboissolée et inapte à la survie dans le chaos mondial : seules les nations résisteraient pour nous protéger. Pour les autres, la double hypothèse d'une victoire de Donald Trump et d'une possible guerre avec la Russie sonne l'heure du sursaut : seule une Europe stratégique pourrait nous sauver. Ces deux scénarios possèdent évidemment leur part de vérité. C'est une des raisons pour lesquelles les élections européennes de juin prochain seront déterminantes : il s'agit en réalité de choisir non pas entre des préférences politiques de court terme, souvent teintées de colorations nationales, mais entre deux visions de l'avenir européen.

A première vue, l'Union dispose de peu de cartes pour devenir une puissance crédible. L'ADN est déjà pénalisant : la construction européenne n'a jamais fait de la défense et de l'ambition stratégique une compétence et encore moins une priorité de l'Union. L'actualité va également à contre-courant du pacifisme tranquille des Européens : depuis le début de la guerre en Ukraine, il y a tout juste deux ans, c'est l'OTAN qui s'est imposée comme l'institution indispensable, pour armer l'Ukraine, pour dissuader Poutine d'aller trop loin, pour rassurer les alliés sur la détermination américaine à les défendre. Les efforts entrepris par les Européens pour une politique de défense commune se sont retrouvés de facto moins prioritaires qu'autrefois. Face aux autres crises majeures qui mobilisent la communauté internationale, les Européens font aussi pâle figure : l'Union

20/02/2024

Nicole Gnesotto,
vice-présidente
de l'Institut
Jacques Delors



© Ana Muncio on Unsplash

est totalement absente dans le conflit israélo-palestinien, sauf pour la poursuite de ses missions humanitaires ; quant à la sécurité de Taiwan, l'Union n'est ni en première ligne, ni en capacités de faire quoique ce soit. Certains Etats membres peuvent jouer un rôle spécifique, mais certainement pas l'UE en tant que telle. Les plus pessimistes ajouteront à ce tableau déjà bien sombre la perspective d'un élargissement totalement déstabilisant, ainsi que les divisions politiques internes au sein de l'UE, entre des populistes relativement pro-russes et des démocraties plus solides sur leur fondement et leur soutien à l'Ukraine. Enfin, les prestations économiques de l'UE se révèlent également décevantes : la croissance atteint à peine 0,8 % en 2023, alors que l'économie américaine reste très dynamique avec un taux de 2,5%.

Pour autant, le monde change et l'Union avec. L'Europe apprend en marchant, et son apprentissage donne déjà des résultats tangibles. La Commission européenne semble avoir tiré un trait sur son irénisme commercial traditionnel et amorcé une première conversion géopolitique : elle a compris qu'il fallait adapter le marché unique et les règles de la concurrence aux nouvelles contraintes stratégiques, de même qu'il faut désormais protéger les infrastructures critiques contre les investissements directs étrangers, ou rechercher le maximum de souveraineté technologique, numérique ou industrielle. Plusieurs initiatives majeures ont également été prises pour booster l'industrie européenne de défense, en faveur de l'Ukraine mais aussi au regard des propres carences européennes. Un fonds de 100 milliards d'euros vient d'être proposé par Thierry Breton, pour « augmenter significativement notre base industrielle de défense, mais également pour développer des infrastructures communes de sécurité ». De leur côté, les Etats membres ont enfin osé sonner la fin du chantage Orban : l'aide de 50 milliards d'euros promise à l'Ukraine sera bien débloquée, quelles que soient les menaces de veto et de chantage d'un pays que l'UE pourrait fort bien contourner, si la créativité des juristes européens se mettait en action... S'agissant de défense, les pays membres n'ont jamais consenti autant d'efforts : tous consacrent désormais entre 2 et 4% de leur PIB aux dépenses militaires, tous considèrent avec sérieux l'hypothèse d'un avenir plus conflictuel avec la Russie.

Quant à l'éventuelle victoire de Donald Trump en novembre 2024, elle est devenue la plus grande angoisse collective. Le candidat républicain ne cache pas en effet sa volonté d'en finir avec l'aide à l'Ukraine, de même qu'il laisse planer le doute sur son attachement à l'Otan. Certes, il y a mille façons de « quitter l'Otan » : il me semble peu probable que l'Amérique renonce totalement à un investissement politique et militaire de plus d'un siècle, sachant que l'OTAN joue également un rôle de base arrière pour les opérations militaires américaines au Moyen Orient ou dans le Golfe. Toutefois, rien n'est pire que l'incertitude sur le fonctionnement d'une alliance militaire pour en supprimer la crédibilité. Les Européens sont donc fondés à s'interroger, et les Russes sans doute à se réjouir : quid de la dissuasion nucléaire élargie ? Trump serait-il prêt à couvrir et défendre la Pologne, tout en laissant des marges de manœuvre à Poutine sur de plus petits pays, Baltes par exemple ? Et qui commanderait les forces européennes restantes ? Un Français ? Un Britannique ? Ces deux pays vont-ils se disputer le leadership militaire ? La boîte de Pandore d'une défense commune, que certains pensaient pouvoir toujours cadenasser, est désormais ouverte et elle laisse échapper les pires cauchemars européens... En juin prochain, l'Europe devra donc prendre un tournant majeur : mais qui pourrait hésiter entre des options nationales, souvent très minuscules, et une option collective européenne, en faveur d'une Europe souveraine, solidaire, solidement armée pour défendre, si besoin, ses territoires tout autant que la démocratie ?

Directeur de la publication: Sylvie Matelly • La reproduction en totalité ou par extraits de cette contribution est autorisée à la double condition de ne pas en dénaturer le sens et d'en mentionner la source • Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de leur(s) auteur(s) • L'Institut Jacques Delors ne saurait être rendu responsable de l'utilisation par un tiers de cette contribution • Version originale • © Notre Europe - Institut Jacques Delors

Notre Europe – Institut Jacques Delors

Penser l'Europe • Thinking Europe • Europa Denken
18 rue de Londres 75009 Paris, France • www.delorsinstitute.eu
T +33 (0)1 44 58 97 97 • info@delorsinstitute.eu



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Ce projet reçoit des financements
du programme Citizens, Equality,
Rights and Values Programme
(CERV) de la Commission
européenne sous le numéro
Project 101104850 – IJD 2024.